

DÉCLARATION CONJOINTE

ASSOCIATION DES COLLÈGES COMMUNAUTAIRES DU CANADA (ACCC), ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA (AUCC), BUREAU CANADIEN DE L'ÉDUCATION INTERNATIONALE (BCEI), MANUFACTURIERS ET EXPORTATEURS DU CANADA (MEC)

Nous croyons fermement qu'une des meilleures stratégies pour que le Canada soit prêt à affronter l'avenir est de préparer les diplômés de nos collèges et universités à participer à la communauté internationale et à l'économie mondiale du savoir.

Des recherches confirment que les étudiants des collèges et des universités qui passent un semestre ou une année scolaire à l'étranger sont mieux outillés que les autres pour occuper différentes catégories d'emploi sur le marché du travail. Ils possèdent des compétences linguistiques dans une deuxième ou une troisième langue, ont acquis des connaissances approfondies sur comment d'autres sociétés effectuent des recherches et mènent des affaires, et font preuve de souplesse et de capacité d'adaptation – des qualités non seulement souhaitables mais de plus en plus essentielles pour les professionnels qualifiés.

Le secteur privé et le secteur de l'éducation du Canada s'entendent sur la nécessité de déployer encore plus d'efforts pour donner à nos étudiants postsecondaires la possibilité de vivre des expériences éducatives transfrontières.

Nous prions donc le gouvernement du Canada ainsi que tous les partis politiques de s'engager à investir pour permettre à un plus grand nombre de nos étudiants collégiaux et universitaires de participer activement à des expériences éducatives internationales. À l'heure actuelle, moins de 1 % de nos étudiants le font et, selon des sondages, l'obstacle majeur serait les ressources financières.

Les principales nations de l'OCDE évoluent en ce sens. Reconnaisant l'importance d'offrir à leurs citoyens des occasions de formation internationale, leurs gouvernements n'hésitent pas à consacrer des ressources substantielles aux programmes d'études à l'étranger. Le Canada ne peut pas se laisser distancer par la concurrence. Il doit considérer le recours à l'éducation internationale comme un investissement stratégique de sa politique étrangère et nationale pour créer des liens politiques, commerciaux et de recherche ainsi que pour promouvoir la compréhension internationale.

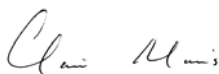
Une participation accrue du Canada sur le marché international et une diversification de nos relations commerciales contribueront forcément à la prospérité de notre pays. Pour préparer notre population étudiante des collèges et des universités, nous devons investir dans l'éducation internationale. Comme l'ont souligné les dirigeants des pays participant au Sommet du G8 en 2006, nous devons encourager un plus grand nombre de jeunes Canadiens et Canadiennes à aller étudier et travailler à l'étranger afin d'acquérir une compréhension internationale, une expertise interculturelle et des compétences internationales. En préparant les jeunes, le Canada améliore sa présence sur le marché mondial en matière de communication, participation, contribution et concurrence.

La situation est urgente. Elle exige une intervention immédiate. Nous demandons un engagement de la part du gouvernement. Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement du Canada et avec tous les partis politiques de notre pays et leurs représentants pour aller de l'avant.

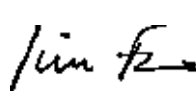
Salutations distinguées.



Gerry Brown
Président-directeur
général
ACCC



Claire Morris
Présidente-directrice
générale
AUCC



Jim Fox
Président-directeur
général
BCEI/CBIE



L'hon. Perrin Beatty
Président-directeur
général
MEC/CME

